



Point 2 de l'ordre du jour

CX/FICS 11/19/2
août 2011

PROGRAMME MIXTE FAO/OMS SUR LES NORMES ALIMENTAIRES
COMITÉ DU CODEX SUR LES SYSTÈMES D'INSPECTION ET DE CERTIFICATION
DES IMPORTATIONS ET DES EXPORTATIONS ALIMENTAIRES

Dix-neuvième session

Cairns (Australie), 17-21 octobre 2011

QUESTIONS SOUMISES AU COMITÉ PAR LA COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS ET
D'AUTRES COMITÉS ET GROUPES SPÉCIAUX DU CODEX¹

QUESTIONS PROVENANT DE LA TRENTE-TROISIÈME ET TRENTE-QUATRIÈME SESSIONS DE LA
COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS

Normes et textes en rapport adoptés aux étapes 8 et 5/8²

1. La trente-troisième session de la Commission a adopté avec des amendements l'avant-projet de Principes et directives concernant la réalisation d'audits et d'inspections sur site à l'étranger (Appendice des *Directives sur la conception, l'application, l'évaluation et l'homologation de systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires* (CAC/GL 26-1997)).

Certificat d'exportation pour le lait et les produits laitiers (CAC/GL 67-2008)³

2. La trente-troisième session de la Commission a adopté le *Modèle révisé de certificat d'exportation pour le lait et les produits laitiers tel que proposé par le CCMMP*.

Élaboration de directives sur la traçabilité/le traçage des produits⁴

3. La trente-quatrième session de la Commission a communiqué l'avis des Comités de coordination⁵ sur cette question au CCFICS et invité ses membres à soumettre les nouveaux travaux proposés directement au Comité.

Principes concernant l'utilisation des échantillonnages et des essais dans le commerce international des
denrées alimentaires⁶

4. La trente-quatrième session de la Commission a approuvé l'élaboration de Principes concernant l'utilisation des échantillonnages et des essais dans le commerce international des denrées alimentaires comme nouveau travail pour le Comité sur les méthodes d'analyse et d'échantillonnage (CCMAS). Le document sera élaboré dans le cadre des documents pertinent du CCFICS mais son champ d'application sera limité aux questions relevant du mandat du CCMAS.

¹ Le présent document contient des informations portant uniquement sur des questions découlant de la Commission du Codex Alimentarius qui sont propres aux activités du CCFICS. D'autres décisions ou orientations de la trente-troisième et trente-quatrième sessions de la Commission figurent dans le document ALINORM 10/33/REP et REP11/CAC, respectivement. Le Secrétariat du Codex fera verbalement rapport sur les questions de nature horizontale comme il conviendra pour la discussion du Comité.

² ALINORM 10/33/REP, par. 35-36 et Annexe III.

³ ALINORM 10/33/REP, par. 33 et Annexe III.

⁴ REP11/CAC par. 161.

⁵ Voir REP 11/EURO par. 27; REP11/LAC par. 8; REP11/NASWP par. 27; REP11/AFRICA par. 8-12; REP 11/ASIA par. 22; et REP11/NEA par. 12.

⁶ REP11/CAC par. 131 et Annexe VI; REP11/MAS Annexe IV

Propositions de modifications à apporter aux textes actuels du Codex relatives à l'échange d'informations sur les rejets de denrées alimentaires et aux situations d'urgence quant à leur applicabilité aux aliments pour animaux (CAC/GL 19-1995 et CAC/GL 25-1997)⁷

5. Le rapport du groupe de travail électronique sur de futurs travaux sur l'alimentation animale, établi par la trente-deuxième session de la Commission⁸, a été présenté à la trente-troisième session de la Commission. Le rapport comprenait, entre autres, une révision des *Directives concernant les échanges d'informations entre pays sur les rejets de denrées alimentaires et des aliments pour animaux à l'importation* (CAC/GL 19-1995) et des *Principes et directives pour l'échange d'informations dans les situations d'urgence en matière de sécurité sanitaire des aliments* (CAC/GL 25-1997) quant à leur applicabilité à l'alimentation animale, qui identifiait des lacunes dans leur applicabilité à l'alimentation animale et proposait des révisions pour palier à ces lacunes.

6. La Commission a convenu d'envoyer les révisions proposées aux comités pertinents, à savoir le CCGP, CCFA, CCCF, CCPR, CCRVDF et CCFICS.

7. **Le Comité est invité** à considérer la révision proposée des textes mentionnés ci-dessus (jointe à l'Annexe 1 du présent document).

QUESTIONS PROVENANT D'AUTRES COMITÉS ET GROUPES DE TRAVAIL

Comité sur les principes généraux (CCGP) – vingt-sixième session (Paris, France, 12-16 avril 2010)

Définition de l'expression « autorité compétente »⁹

8. La vingt-sixième session du CCGP, le Comité est convenu qu'il n'y avait pas d'intérêt à disposer d'une définition générale de l'expression « autorité compétente ».

Comité sur le poisson et les produits de la pêche (CCFFP) – trente-unième session (Tromsø, Norvège, 11-16 avril 2011)

Modèle générique de certificat officiel¹⁰

9. La trente-unième session du CCFFP a examiné une proposition visant à inclure les aspects spécifiques liés aux poissons et aux produits de la pêche dans le *Modèle générique de certificat officiel*, Annexe aux *Directives pour la conception, l'établissement, la délivrance et l'utilisation des certificats officiels génériques* (CAC/GL 38-2001) pour révoquer ensuite le *Modèle de certificat pour les poissons et les produits de la pêche* (CAC/GL 48-2004).

10. Comme résultat du son débat, le CCFFP est convenu de demander au CCFICS d'examiner les amendements aux *Modèle générique de certificat officiel*. Le CCFFP est convenu de ne pas envisager la révocation du *Certificat pour les poissons et les produits de la pêche* avant l'adoption des amendements du certificat générique.¹¹

⁷ ALINORM 10/33/REP par. 95-97 et 100-101.

⁸ ALINORM 09/32/REP, par. 170-176

⁹ ALINORM 10/33/33, par. 59-63.

¹⁰ REP11/FFP par. 167-171 et Annexe XII.

¹¹ Un extrait du débat pertinent de la trente-unième session CCFFP est présenté dans l'Annexe 2.

11. **Le Comité est invité** à considérer la proposition d'amendement du *Modèle générique de certificat officiel* préparée par le CCFFP (joint à l'Annexe 2 du présent document).

Annexe 1

Propositions de modifications à apporter aux textes actuels du Codex relatives à l'échange d'informations sur les rejets de denrées alimentaires et aux situations d'urgence quant à leur applicabilité aux aliments pour animaux (CAC/GL 19-1995 et CAC/GL 25-1997)

Proposition

PRINCIPES ET DIRECTIVES POUR L'ÉCHANGE D'INFORMATIONS DANS LES SITUATIONS D'URGENCE EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ SANITAIRE DES ALIMENTS

CAC/GL 19-1995

Propositions de modifications *en italique et en gras*

PRÉAMBULE

1. Lors d'une situation d'urgence en matière de sécurité sanitaire des ~~aliments~~ ***denrées alimentaires ou des aliments pour animaux***¹, il est essentiel, pour limiter au maximum les effets potentiellement néfastes sur la santé publique, de communiquer au plus vite la nature et l'ampleur du problème à toutes les parties concernées. Il convient d'éviter que des mesures injustifiées ne soient prises à l'encontre d'autres denrées alimentaires ***ou aliments pour animaux*** provenant du même pays, ou d'autres pays, qui ne sont pas impliqués dans la situation d'urgence. La dimension internationale du commerce des denrées alimentaires ***et des aliments pour animaux*** exige que cette communication ait lieu au niveau gouvernemental approprié.

2. Le présent document fournit des directives à l'intention des gouvernements nationaux et des organisations d'intégration économique régionale concernant l'échange d'informations dans les situations d'urgence en matière de sécurité sanitaire des aliments.

CHAMP D'APPLICATION

3. Les présents principes et directives s'appliquent aux situations où les autorités compétentes des pays importateurs et/ou exportateurs prennent conscience d'une situation d'urgence en matière de sécurité sanitaire des aliments et où la communication d'informations, sur les risques notamment, liées à la situation d'urgence doit être entreprise.

4. Ils s'appliquent aux situations où le danger pour la sécurité sanitaire des aliments (agent microbien, chimique, radiologique ou physique, etc.) a été spécifiquement identifié. Ils peuvent également s'appliquer à celles où le danger pour la sécurité sanitaire des aliments n'a pas été identifié mais où des informations scientifiques pertinentes suggèrent l'existence d'un lien entre la consommation d'un aliment et l'apparition de graves effets néfastes.

5. Ces principes et directives s'appliquent aux situations d'urgence en matière de sécurité sanitaire des aliments associées à des importations ou des exportations alimentaires ou à des aliments pouvant être importés ou exportés. Ils peuvent également s'appliquer aux situations d'urgence concernant des aliments destinés à des animaux entrant dans la chaîne alimentaire humaine.²

6. Les principes et directives ne s'appliquent pas aux rejets de denrées alimentaires survenant lorsque les normes d'un pays importateur ne sont pas satisfaites. Ces situations sont couvertes par les *Directives concernant l'échange d'informations entre pays sur les rejets de denrées alimentaires ou d'aliments pour animaux à l'importation* (CAC/GL 25-1997).

¹ L'expression « *aliments pour animaux* » fait référence à la fois à « *alimentation animale (aliments pour animaux)* » et à « *ingrédients d'aliments pour animaux* », comme défini dans le *Code d'usages pour une bonne alimentation animale* (CAC/RCP 054 2004).

² Le code d'usages pour une bonne alimentation animale (CAC/RCP 54-2004) contient des dispositions concernant les situations d'urgence affectant l'alimentation animale à la « Section 4.3.1: Conditions spéciales applicables aux situations d'urgence ».

DÉFINITION

Situation d'urgence en matière de sécurité sanitaire des aliments: situation, accidentelle ou intentionnelle, qui existe lorsqu'une autorité compétente identifie un risque grave associé à la consommation de denrées alimentaires *ou d'aliments pour animaux* qui n'est pas encore maîtrisé et qui exige que des mesures soient prises de toute urgence.

PRINCIPES

7. Les principes suivants s'appliquent à l'échange d'informations lorsqu'une situation d'urgence en matière de sécurité sanitaire des aliments est identifiée:

- a) Sa nature et son ampleur doivent, dans la mesure du possible, être décrites de manière claire et exhaustive par les autorités compétentes concernées.
- b) L'échange d'informations sur les situations d'urgence en matière de sécurité sanitaire des aliments doit se faire entre les points de contact officiels désignés par les autorités compétentes.
- c) Un pays détectant une situation d'urgence en matière de sécurité sanitaire des aliments, qu'il s'agisse d'un pays importateur ou d'un pays exportateur, doit informer sans délai tous les pays affectés ou susceptibles de l'être.
- d) Tous les renseignements pertinents doivent être mis en commun par les autorités compétentes détectant une situation d'urgence en matière de sécurité sanitaire des aliments pour permettre à tous les pays affectés ou susceptibles de l'être de prendre des décisions de gestion ou de communication des risques en connaissance de cause.
- e) Les autorités compétentes doivent également, dans la mesure du possible, fournir en temps utile des informations claires, pertinentes et factuelles aux parties intéressées concernées.
- f) La diffusion des informations doit être transparente et se poursuivre pendant toutes les étapes de la situation d'urgence en matière de sécurité sanitaire des aliments, afin de permettre l'évaluation et l'évolution permanentes des interventions d'urgence.

NATURE DE LA SITUATION D'URGENCE EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ SANITAIRE DES DENRÉES ALIMENTAIRES *aliments*

8. La nature de la situation d'urgence en matière de sécurité sanitaire des *denrées alimentaires aliments*, et son fondement scientifique dès qu'il est disponible, doivent être décrits de manière claire, concise et exacte. Même lorsque le danger pour la sécurité sanitaire des *denrées alimentaires aliments* n'a pas été précisément identifié, tout lien manifeste et substantiel entre la consommation d'une *denrée un-aliment* et l'apparition d'effets néfastes graves pour la santé publique doit être signalé par l'autorité compétente, conformément aux principes énoncés au paragraphe 8.7.

9. Lorsque le danger pour la sécurité sanitaire des denrées alimentaires *aliments* est associé à une ou des denrées alimentaires spécifiques, celles-ci doivent être identifiées le plus précisément possible afin de faciliter l'identification et la localisation des denrées affectées. Dans les autres cas, c'est-à-dire lorsque le danger pour la sécurité sanitaire des *denrées alimentaires aliments* touche plusieurs catégories *d'aliments de denrées* et couvre potentiellement une zone géographique donnée, toutes les *aliments denrées* affectées doivent être identifiées. *Si le danger pour la sécurité sanitaire des denrées alimentaires est associé à des aliments pour animaux, ces aliments et les animaux qui les ont consommés doivent être identifiés.*

POINTS DE CONTACT OFFICIELS DÉSIGNÉS POUR L'ÉCHANGE D'INFORMATIONS

10. Chaque pays doit désigner un point de contact officiel primaire pour les situations d'urgence en matière de sécurité sanitaire des aliments, qui pourra assumer les fonctions d'agent national de liaison pour les échanges d'information dans de telles situations. Une liste des points de contact officiels primaires pour l'échange d'informations dans les situations d'urgence en matière de sécurité sanitaire des aliments visé au paragraphe 8.7.b est disponible et une mise à jour est envoyée périodiquement aux gouvernements. Il incombe à tous les pays de veiller à fournir régulièrement à l'Organisation mondiale de la santé (OMS) des informations actualisées concernant leur point de contact primaire officiel afin que la liste puisse être tenue à jour. Bien que le point de contact officiel primaire soit le premier point de contact, il est entendu que les

gouvernements nationaux peuvent décider de désigner un point de contact spécifique pour une situation d'urgence en matière de sécurité sanitaire des aliments donnée.

11. Les points de contact officiels désignés par les autorités compétentes pour coordonner les mesures prises pour faire face à la situation d'urgence en matière de sécurité sanitaire des aliments doivent être clairement identifiés. Les informations requises comprennent le nom de l'autorité compétente et le nom, l'adresse, les numéros de téléphone et de télécopie et l'adresse électronique des personnes ou bureaux responsables de la gestion de la situation d'urgence qui peuvent fournir des détails complémentaires sur le danger, les *denrées alimentaires ou aliments pour animaux* ~~aliments~~ concernés, les mesures prises et d'autres informations pertinentes. Une adresse Internet doit également être fournie si un site web est utilisé pour diffuser des informations à jour.

INFORMATION DE TOUS LES PAYS AFFECTÉS OU SUSCEPTIBLES DE L'ÊTRE

12. L'impact d'une situation d'urgence en matière de sécurité sanitaire des ~~aliments~~ *denrées alimentaires et des aliments pour animaux*. L'autorité compétente du pays où la situation d'urgence en matière de sécurité sanitaire des aliments est identifiée doit, dans la mesure de ses possibilités et en coopérant avec d'autres autorités compétentes, recenser tous les pays pouvant recevoir la/denrée(s) *ou le(s) aliment(s)* ~~la ou les denrées~~ incriminés et tous les pays d'où l'aliment potentiellement contaminé ou ses ingrédients ont été importés. Toutes les informations pertinentes concernant la situation d'urgence en matière de sécurité sanitaire des *denrées alimentaires et des aliments pour animaux* ~~aliments~~ doivent être fournies aux autorités compétentes de ces pays.

13. La communication devra avoir lieu sans délai, employer les moyens les plus opportuns et comprendre la vérification de sa réception par les principales parties. Tous les moyens de communications - téléphone, courriel, télécopie et, si nécessaire, courrier - doivent être envisagés pour assurer une communication rapide et garantir la réception de l'information par l'autorité compétente dans les meilleurs délais.

14. Les informations initialement fournies étant souvent incomplètes, il incombe au pays identifiant la situation d'urgence de s'assurer qu'elles sont complétées par une ou plusieurs autres notifications à mesure que des données plus détaillées sont disponibles.

15. Il est entendu que la nature et l'étendue de la divulgation des informations à chaque autorité compétente correspondront à ce qui est considéré acceptable par l'autorité compétente divulguant les informations, selon sa législation nationale.

INFORMATIONS À ÉCHANGER

16. Les autorités compétentes doivent échanger avec tous les pays affectés ou susceptibles de l'être les informations pertinentes suivantes lors de l'identification d'une situation d'urgence en matière de sécurité sanitaire des aliments:

- a. *L'origine et la* ~~a~~ nature de la situation d'urgence en matière de sécurité sanitaire, y compris les dangers et risques identifiés, la méthodologie utilisée et toutes hypothèses faites.
- b. L'identification détaillée *de la/des denrées ou du/des aliments concernés*, ~~du ou des aliments concernés~~ y compris les marques figurant sur les produits et les informations concernant les certificats.
- c. Le ou les groupes de population affectés ou susceptibles de l'être.
- d. Les informations concernant le transport (nom et coordonnées de l'exportateur, de l'importateur, du destinataire, des expéditeurs, etc.).
- e. Les mesures prises pour réduire ou éliminer le danger.
- f. Les coordonnées complètes du point de contact officiel désigné et de l'autorité compétente concernée.

17. La communication concernant la nature et l'ampleur de la situation d'urgence en matière de sécurité sanitaire des aliments doit inclure des preuves scientifiques et une évaluation des risques dès qu'elles sont disponibles, et décrire la manière dont les normes internationales ont été prises en compte.

18. Il est recommandé tant aux pays importateurs qu'aux pays exportateurs d'utiliser une présentation normalisée pour les informations échangées. Un modèle de présentation est joint au présent document sous forme d'appendice. Si d'autres présentations sont utilisées, il convient de veiller à ce que tous les renseignements pertinents soient inclus et présentés clairement.

RÔLE DE L'AUTORITÉ COMPÉTENTE

19. Lors de l'identification d'une situation d'urgence en matière de sécurité sanitaire des aliments, l'autorité compétente identifiant cette situation doit communiquer et consulter sans délai la ou les autorités compétentes appropriées du ou des autres pays affectés ou susceptibles de l'être. Les autorités compétentes chargées de coordonner l'intervention doivent, s'il y a lieu, informer les pays recevant les denrées affectées des mesures prises. L'exactitude et la véracité des données scientifiques et autres fournies au sujet de la situation d'urgence en matière de sécurité sanitaire des aliments doivent être vérifiées afin d'aider à la prise de décisions en matière de gestion des risques et de communication des risques. Toute information inexacte doit être corrigée au plus tôt par les autorités compétentes.

20. Il est également impératif que les autres parties concernées soient tenues informées, selon les besoins, de la nature et de l'évolution de la situation d'urgence en matière de sécurité sanitaire des aliments. Les autorités compétentes doivent en conséquence fournir en temps utile des informations claires, pertinentes et factuelles aux entreprises, aux consommateurs, aux autres parties intéressées et aux médias sur l'évolution de la situation d'urgence en matière de sécurité sanitaire des aliments.

CIRCULATION DE L'INFORMATION

21. Les communications entre les pays exportateurs et importateurs doivent être transparentes et se poursuivre pendant toutes les phases de la situation d'urgence, depuis la notification initiale du problème, comprenant notamment, dans la mesure possible, des détails sur toute évaluation des risques pertinente utilisée, jusqu'à la notification de la résolution du problème. Ceci permettra aux pays de réexaminer leurs stratégies d'évaluation, de gestion et de communication des risques à mesure que la situation évolue.

AUTRES CONSIDÉRATIONS CONCERNANT L'ÉCHANGE D'INFORMATIONS

Niveau de distribution des *denrées alimentaires ou des aliments pour animaux* ~~aliments~~

22. Pour décider des mesures appropriées de communication à appliquer, les autorités compétentes doivent tenir compte des quantités impliquées ainsi que de l'étendue et du niveau (gros/détail) de leur distribution. Dans certains cas, les *denrées alimentaires ou aliments pour animaux* ~~aliments~~ affectés n'auront pas encore pénétré dans le pays importateur et la communication sera axée sur les importateurs. Dans d'autres cas, les aliments auront déjà été distribués dans le pays importateur ou transbordés à destination d'autres pays et l'autorité compétente devra tenir compte du niveau auquel les *denrées alimentaires ou les aliments pour animaux* ~~aliments~~ auront été distribués (gros, détail, consommateur) ou sont susceptibles de l'avoir été, et appliquer les mesures de gestion et de communication des risques qui s'imposent, y compris un avis de rappel à un au moins de ces niveaux de distribution.

Réexportation de denrées alimentaires affectées par une situation d'urgence

23. Les denrées alimentaires interdites d'entrée dans un pays ou, dans certains cas, rappelées après leur entrée doivent être traitées conformément aux dispositions des *Directives concernant l'échange d'informations entre pays sur les rejets de denrées alimentaires ou d'aliments pour animaux* à l'importation (CAC/GL 25-1997) en tenant compte du *Code de déontologie du commerce international des denrées alimentaires* en cours de révision par le Comité du Codex sur les principes généraux (CAC/RCP 20-1979, Rév. 1-1985)³.

Plan d'urgence en matière de sécurité sanitaire des aliments

24. Les pays importateurs et les pays exportateurs doivent se doter d'un plan d'intervention indiquant la procédure à suivre dans les situations d'urgence en matière de sécurité sanitaire des aliments⁴. Ce plan doit

³ En cours de révision par le Comité du Codex sur les principes généraux au moment de la rédaction du présent texte.

⁴ Par exemple: Directives pour le renforcement des systèmes de contrôle des denrées alimentaires (FAO/OMS) « La menace terroriste et les produits alimentaires » (OMS).

comprendre des dispositions spécifiques relatives à l'échange d'informations, et notamment l'information du public, selon les besoins, concernant la situation d'urgence en matière de sécurité sanitaire des aliments.

Rôle de la FAO et de l'OMS

25. Bien que ces directives portent avant tout sur l'échange d'informations entre les autorités compétentes des pays importateurs et exportateurs, des copies ou des résumés des informations pertinentes seront communiqués, sur leur demande, à la FAO, à l'OMS ou à d'autres organisations internationales. La FAO et l'OMS pourront fournir conseils et assistance techniques à un ou plusieurs des pays touchés ou susceptibles de l'être.

Appendice

INFORMATIONS À ÉCHANGER DANS LES SITUATIONS D'URGENCE EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ SANITAIRE DES ALIMENTS

Les informations devant être échangées par les autorités compétentes des pays exportateurs et importateurs affectés par les situations d'urgence en matière de sécurité sanitaire des aliments sont répertoriées ci-après. Une situation d'urgence en matière de sécurité sanitaire des aliments est une situation, accidentelle ou intentionnelle, qui existe lorsqu'une autorité compétente identifie un risque grave associé à la consommation de denrées alimentaires *ou d'aliments pour animaux* qui n'est pas encore maîtrisé et qui exige que des mesures soient prises de toute urgence.

1. Nature de la situation d'urgence en matière de sécurité sanitaire des aliments

La nature du danger pour la sécurité sanitaire des aliments provoquant la situation d'urgence en matière de sécurité sanitaire des aliments doit être décrite à l'aide des données suivantes, selon qu'il conviendra:

- contamination biologique/microbiologique (préciser l'organisme ou la toxine en cause);
- contamination chimique (par exemple, résidus de pesticides, de médicaments, de produits chimiques industriels, de contaminants présents dans l'environnement);
- contamination physique, (corps étrangers, par exemple);
- contamination par les radionucléides (préciser le ou les radionucléides en cause);
- allergène non déclaré (l'allergène doit être expressément identifié);
- autres dangers identifiés (par exemple, substances chimiques naturellement présentes dans les aliments ou résultant d'incidents de transformation ou de conditionnement);
- agent inconnu (préciser les effets néfastes graves liés à la consommation des denrées alimentaires spécifiées).

Dans chaque cas, le danger précis pour la sécurité sanitaire des aliments et son niveau ou sa prévalence, définis en fonction des données disponibles, ainsi que les méthodes d'échantillonnage et d'analyse utilisées et les hypothèses faites, le cas échéant, doivent être signalés.

2. Identification des denrées alimentaires *ou aliments pour animaux* concernés

Les denrées alimentaires *ou aliments pour animaux* concernés doivent être décrits de manière détaillée. Les informations suivantes doivent être fournies lorsqu'elles sont disponibles et applicables au produit:

- description et quantité du ou des produits, notamment la marque, le nom du produit tel qu'il figure sur l'étiquette, la qualité, la méthode de conservation (par exemple, réfrigéré ou surgelé) et la durée de conservation;
- type et taille du ou des emballages;
- identification du lot, notamment le code du lot, les dates de production et de transformation et l'identification des derniers locaux où les denrées ont été transformées ou emballées;
- autres marques/cachets d'identification (par exemple: code barre, codes CUP);

- nom et adresse du producteur, du fabricant, du vendeur, de l'emballleur, de l'exportateur ou de l'importateur, selon le cas;
- illustration;
- numéro(s) de référence du ou des certificats d'exportation, nom et marque officiels.

Indiquer également les pays vers lesquels le produit a été exporté dès que cette information est connue, pour permettre aux pays de savoir rapidement s'ils sont susceptibles d'être touchés et les aider à localiser les denrées alimentaires affectées.

3. Groupe(s) de population affecté(s) ou susceptibles de l'être

Il peut arriver qu'une situation d'urgence en matière de sécurité sanitaire des aliments affecte surtout certains segments de la population, par exemple, les enfants, les femmes enceintes, les personnes immunodéprimées ou âgées. Ce fait doit alors être divulgué.

La nature et l'impact des effets nocifs pour la santé associés à une situation d'urgence en matière de sécurité sanitaire des aliments comme la période d'incubation, la gravité ou d'autres données épidémiologiques, devraient être indiqués.

4. Informations concernant le transport

Les informations suivantes doivent être fournies:

- nom et coordonnées de l'exportateur;
- nom et coordonnées de l'importateur;
- précisions sur le conteneur et l'expédition, les ports d'origine et de destination;
- nom et coordonnées du ou des destinataires et expéditeurs.

5. Mesures prises par le pays exportateur ou importateur

- mesures prises pour identifier les denrées et en empêcher la vente et l'exportation;
- mesures de retrait des denrées du marché, en précisant si le retrait est volontaire ou obligatoire;
- mesures prises en vue d'éviter d'autres problèmes;
- mesures prises pour réduire les risques par un traitement physique approprié;
- méthodes de diagnostic et de traitement des personnes affectées;
- mesures prises en vue de l'élimination définitive des produits (par exemple, destruction des denrées).

6. Point(s) de contact de l'autorité compétente pour toute information complémentaire

Coordonnées complètes, notamment: le nom de l'autorité compétente, l'adresse, le numéro de téléphone, l'adresse électronique et les numéros de télécopie des personnes ou bureaux pouvant fournir des informations complémentaires susceptibles d'être recherchées par les pays affectés ou susceptibles de l'être pour faciliter la gestion de la situation d'urgence en matière de sécurité sanitaire des aliments. Une adresse Internet, s'il en existe une, devrait également être utilisée pour diffuser des informations à jour.

Proposition**DIRECTIVES CONCERNANT LES ÉCHANGES D'INFORMATIONS ENTRE PAYS SUR LES REJETS DE *DENRÉES ALIMENTAIRES ET DES ALIMENTS POUR ANIMAUX*¹ À L'IMPORTATION****CAC/GL 25-1997²**Propositions de modifications *en italique et en gras***PRÉAMBULE**

1. Les Directives ci-après doivent servir de base à un échange structuré d'informations sur les rejets à l'importation. Les éléments d'information les plus importants à examiner dans ces Directives figurent en Annexe et chaque catégorie d'information est étudiée plus en détail ci-après. Les Directives visent tous les types de *denrées ~~produits~~ alimentaires, ainsi que les aliments pour animaux dont les produits sont destinés à la consommation humaine, y compris les denrées alimentaires refusées et utilisées comme aliments pour animaux dans les cas où elles peuvent avoir un impact sur la sécurité sanitaire des denrées alimentaires.*
2. Ces Directives ne traitent que des rejets à l'importation justifiés par la non conformité du produit aux exigences spécifiées du pays importateur. Les échanges d'informations dans les situations d'urgence en matière de contrôle *des denrées alimentaires ou des aliments pour animaux ~~alimentaire~~* sont traités dans le document intitulé Directives concernant les échanges d'informations dans les situations d'urgence en matière de contrôle des aliments (CAC/GL 19-1995).
3. Ces Directives concernent les échanges d'informations sur les rejets à l'importation et ont pour objectif d'aider les pays à se conformer aux Principes applicables à l'inspection et à la certification des importations et des exportations alimentaires (CAC/GL 20-1995), en particulier, aux dispositions en matière de transparence mentionnées au paragraphe 14 de ces Principes.

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

4. Les autorités chargées *du contrôle des denrées alimentaires ou des aliments pour animaux ~~des contrôles alimentaires~~* dans un pays importateur qui rejettent un lot de *denrées ~~produits~~ alimentaires ou d'aliments pour animaux* présenté à l'importation devraient toujours fournir des informations à l'importateur sur les raisons du rejet. Ces informations devraient également être fournies à l'exportateur si la demande en est faite aux autorités chargées des contrôles.

On veillera à ce que les autorités chargées du contrôle des aliments pour animaux soient correctement informées dans les cas où des denrées alimentaires refusées sont susceptibles d'être utilisées comme aliments pour animaux.

5. Si le rejet d'un lot de produits a pour raison:
 - la preuve d'un problème grave de sécurité des *denrées alimentaires ou des aliments pour animaux ~~aliments~~* et de risques pour la santé publique dans le pays exportateur;
 - la preuve d'allégations mensongères ou de fraude vis-à-vis du consommateur; ou
 - la preuve d'une défaillance grave du système d'inspection ou de contrôle dans le pays exportateur;

selon la raison du rejet, les autorités chargées du contrôle des denrées alimentaires ou des aliments pour

¹ L'expression « aliments pour animaux » fait référence à la fois à « alimentation animale (aliments pour animaux) » et à « ingrédients d'aliments pour animaux », comme défini dans le Code d'usages pour une bonne alimentation animale (CAC/RCP 054 2004).

² Les gouvernements et organisations désirant recevoir une liste de points de contact pour le contrôle des importations alimentaires et les échanges d'informations dans les situations d'urgence en matière de contrôle des aliments doivent s'adresser au Service central de liaison avec le Codex d'Australie, Australian Quarantine and Inspection Service, GPO Box 858, Canberra, ACT, 2601, Australie - Télécopie: 61-6-272-3103.

~~animaux des contrôles alimentaires~~ dans le pays importateur devraient en aviser les autorités chargées des contrôles alimentaires dans le pays exportateur (par télécommunication ou autres moyens rapides de communication) et fournir les renseignements détaillés précisés dans l'annexe aux présentes directives.

6. Après réception d'un tel avis, les autorités chargées **du contrôle des denrées alimentaires ou des aliments pour animaux** ~~des contrôles alimentaires~~ dans le pays exportateur devraient entreprendre les recherches nécessaires pour déterminer la cause de tout problème ayant entraîné le rejet du lot. Les autorités chargées **du contrôle des denrées alimentaires ou des aliments pour animaux** ~~des contrôles alimentaires~~ dans le pays exportateur devraient, sur demande, fournir aux autorités du pays importateur des informations sur les résultats de leurs recherches, lorsqu'elles sont disponibles. Des entretiens bilatéraux devraient avoir lieu, le cas échéant.

7. Lorsque dans d'autres circonstances, il y a :

- preuve de manquements répétés pouvant être corrigés (par exemple, erreur d'étiquetage, perte des documents); ou
- preuve de manquements systématiques en matière de manutention, de stockage ou de transport postérieurs à l'inspection/certification par les autorités des pays exportateurs.

Les ~~les~~ autorités chargées **du contrôle des denrées alimentaires ou des aliments pour animaux** ~~des contrôles alimentaires~~ dans le pays importateur devraient également aviser les autorités chargées **de ce contrôle** ~~des contrôles alimentaires~~ dans le pays exportateur, de façon périodique ou sur demande.

8. Le pays importateur peut toujours fournir des renseignements concernant un rejet au pays exportateur, même si cela n'est pas spécifié dans les présentes directives.

9. Dans certains pays, les renseignements sur les résultats obtenus lors **du contrôle des denrées alimentaires ou des aliments pour animaux** ~~de contrôles alimentaires~~ effectué par les pouvoirs publics sont facilement disponibles, alors que, dans d'autres pays, les obstacles juridiques peuvent empêcher ou limiter la diffusion à des tiers d'informations, par exemple, sur les rejets à l'importation. Dans certains cas, les renseignements ne peuvent pas être communiqués avant un certain délai. Les pays devraient, dans la mesure du possible, limiter au strict minimum les restrictions à la diffusion à d'autres pays d'informations sur les denrées alimentaires **ou aliments pour animaux** refusés.

10. Des informations sur les rejets de denrées alimentaires **et d'aliments pour animaux** à l'importation devraient être fournies sur demande à la FAO et à l'OMS afin que celles-ci puissent aider les pays en développement dans les efforts qu'ils déploient pour se conformer aux exigences des pays importateurs.

INFORMATIONS DÉTAILLÉES

Identification des **denrées alimentaires ou aliments pour animaux** ~~produits~~ concernés

11. Un certain nombre de données de base sont nécessaires pour identifier le lot de **denrées alimentaires ou d'aliments pour animaux** ~~produits~~ alimentaires qui a été refusé à l'entrée du pays lorsqu'il a été présenté pour importation. L'information la plus importante à cet égard concerne la nature et la quantité de **denrées alimentaires ou d'aliments pour animaux**, ~~produits~~ les éventuels cachets, marques ou numéros d'identification et le nom et l'adresse de l'exportateur et/ou du producteur ou du fabricant. Des renseignements concernant les importateurs ou les vendeurs pourraient également être utiles. Lorsqu'un lot a été certifié, le numéro de certificat peut fournir une bonne méthode d'identification.

Détails concernant l'importation

12. Des renseignements sur l'importation ou la présentation à l'importation sont nécessaires. Les éléments les plus importants sont les suivants: point d'entrée et date d'entrée, code d'identification et coordonnées de l'importateur.

Détails concernant la décision de rejet

13. Il est important d'obtenir des informations sur la décision de refuser l'importation, en particulier le nom de l'autorité chargée **du contrôle des denrées alimentaires ou des aliments pour animaux** ~~des contrôles alimentaires~~ qui a pris cette décision, la date à laquelle celle-ci a été prise, et de savoir si la totalité ou seulement une partie du lot a été refusée à l'entrée.

Raison(s) du rejet

14. La ou les raison(s) du rejet d'un lot de *denrées alimentaires ou d'aliments pour animaux produits alimentaires* doit (doivent) être clairement exposée(s) et il conviendrait de mentionner les règlements ou normes qui n'ont pas été respectés.

15. Des produits alimentaires peuvent être rejetés parce qu'ils sont jugés inacceptables à l'issue d'un examen organoleptique ou qu'ils présentent des défauts techniques/physiques, par exemple boîtes de conserve qui fuient, cachets brisés ou emballages endommagés. Lorsque l'examen physique est à l'origine du rejet, une description claire des critères utilisés devrait être fournie.

16. Lorsque la concentration d'un contaminant chimique dans une *alimente denrée alimentaire ou un aliment pour animaux* est supérieure à la limite maximale autorisée, le contaminant devrait être spécifié, ainsi que la concentration relevée et la limite maximale autorisée. En cas de contamination biologique ou de contamination par des toxines biologiques, il faudrait, lorsqu'aucune concentration maximale n'a été fixée, fournir de façon aussi précise que possible l'identité de l'organisme ou de la toxine en cause et, s'il y a lieu, la concentration relevée. De même, les contraventions à la réglementation sur les additifs alimentaires ou sur les normes de composition devraient être spécifiées. Certains pays n'acceptent certains produits (par exemple, la viande fraîche) que s'ils proviennent d'établissements agréés dans le pays exportateur. Si ces produits ne sont pas autorisés à entrer dans le pays parce que les preuves de leur provenance manquent ou sont incomplètes, cela devrait être mentionné.

17. Lorsqu'un lot de *denrées alimentaires ou d'aliments pour animaux produits alimentaires* est refusé à l'importation à la suite d'analyses effectuées dans le pays importateur, les autorités de ce pays devraient fournir sur demande des détails concernant les méthodes d'échantillonnage et d'analyse employées et les résultats obtenus.

Mesures prises

18. Des informations devraient être fournies sur les mesures prises à la suite du rejet ou de la saisie d'un lot de *denrées alimentaires ou d'aliments pour animaux produits alimentaires*. Il convient, notamment, de préciser ce qu'il est advenu du lot, par exemple s'il a été détruit ou s'il est retenu en vue d'un reconditionnement.

19. Si les *denrées alimentaires ou aliments pour animaux produits* refusés sont réexportés, les conditions liées à cette réexportation devraient être indiquées. Par exemple, certains pays autorisent la réexpédition seulement vers le pays d'origine ou vers des pays qui ont déclaré à l'avance être prêts à accepter la livraison concernée en sachant qu'elle a été refusée ailleurs.

20. Outre l'échange d'informations entre les autorités chargées du contrôle des *denrées alimentaires ou des aliments pour animaux des contrôles alimentaires* des pays exportateurs et importateurs, il peut également être utile de mettre l'ambassade ou tout autre organisme représentant le pays exportateur au courant de la situation, afin que le pays concerné puisse prendre des mesures pour corriger les défauts relevés et éviter ainsi le rejet de futurs lots.

ANNEXE

MODÈLE DE PRÉSENTATION POUR LES ÉCHANGES D'INFORMATION ENTRE PAYS SUR LES REJETS DE DENRÉES ALIMENTAIRES OU D'ALIMENTS POUR ANIMAUX À L'IMPORTATION

Il conviendrait que les pays fournissent en fonction des circonstances les informations ci-après relatives aux rejets de denrées alimentaires à l'importation.

Identification de la denrée alimentaire ou de l'aliment pour ~~du produit~~ animaux concerné

- Description et quantité du produit
- Type et dimensions de l'emballage
- Identification du lot (numéro, date de production, etc...)
- Numéro du récipient, connaissance ou détails similaires relatifs au transport

- Autres cachets, marques ou numéros d'identification
- Numéro de certificat
- Nom et adresse du fabricant, du producteur, du vendeur et/ou de l'exportateur, numéro de l'établissement, selon le cas.

Détails concernant l'importation

- Port ou point d'entrée
- Nom et adresse de l'importateur
- Date de présentation à l'entrée

Détails concernant la décision de rejet

- Totalité/partie du lot rejeté (veuillez spécifier)
- Nom et adresse de l'autorité chargée **du contrôle des denrées alimentaires ou des aliments pour animaux** ~~des contrôles alimentaires~~ ayant décidé du rejet
- Date de la décision
- Nom et adresse de l'autorité chargée **du contrôle des denrées alimentaires ou des aliments pour animaux** ~~des contrôles alimentaires~~ pouvant fournir un complément d'information sur les raisons du rejet

Raison(s) du rejet

- Contamination biologique/microbiologique
- Contamination chimique (résidus de pesticides ou de médicaments vétérinaires, métaux lourds, etc...)
- Contamination par radionucléides
- Etiquetage incorrect ou trompeur
- Non conforme à la composition indiquée
- Non conforme aux normes sur les additifs **de denrées alimentaires** ~~alimentaires~~ (ou additifs d'aliments pour animaux dans le cas de ces derniers)
- Qualité organoleptique inacceptable
- Défauts techniques ou physiques (par exemple, emballage endommagé)
- Certification incomplète ou incorrecte
- Ne provient pas d'un pays, d'une région ou d'un établissement agréé
- Autres raisons

Remarque: Lorsque des denrées alimentaires **ou aliments pour animaux** ont été rejetés à l'importation sur la base d'un échantillonnage et/ou d'une analyse dans le pays importateur, des informations détaillées sur les méthodes d'échantillonnage et d'analyse et sur les résultats obtenus et le nom du laboratoire d'essai devraient être disponibles sur demande.

Mesures prises

- Destruction **de la denrée alimentaire ou de l'aliment pour animaux** ~~du produit~~
- **Denrée ou aliment** ~~Produit~~ consigné(e) en attendant le reconditionnement/la rectification des lacunes dans la documentation
- **Denrée ou aliment** ~~Produit~~ consigné(e) en attendant la décision finale
- Lieu de consignment **de la denrée ou de l'aliment** ~~du produit~~
- Importation permise sous réserve d'usages autres que la consommation humaine **et animale**

- Réexportation permise sous certaines conditions, par exemple vers des pays informés spécifiés
- Importateur avisé
- Ambassade/autorités chargées *du contrôle des denrées alimentaires ou des aliments pour animaux* ~~des contrôles alimentaires~~ du pays exportateur avisées
- Autorités dans les autres pays destinataires probables avisées.
- Autres

Annexe 2**PROPOSITION D'AMENDEMENT DU MODÈLE GÉNÉRIQUE DE CERTIFICAT OFFICIEL**

(Propositions d'amendement des notes explicatives du *Modèle générique de certificat officiel des Directives pour la conception, l'établissement, la délivrance et l'utilisation de certificats officiels génériques* (CAC/GL 38-2001))

15. Identification du/des produit(s) alimentaire(s) : Fournir les informations descriptives spécifiques du produit ou des produits à certifier.

Lorsque c'est approprié : La nature de l'aliment (ou la description de la marchandise), le code de la marchandise (code SH), l'espèce (**tant le(s) nom(s) commun(s) que le(s) nom(s) scientifique(s) du(des) poisson(s) et du(des) produit(s) de la pêche**), l'utilisation prévue, le producteur/fabricant, le numéro d'homologation des établissements (abattoir, usine de production, entrepôt (froid ou non)), la région ou le compartiment d'origine, le nom du produit, l'identification du lot, le type d'emballage, le nombre de paquets, le poids net.

16. Attestations :

.....

Il peut y avoir d'autres attestations couvrant différentes questions (voir paragraphe 7 du document CAC/GL 38-2001).

Dans le cas de certificats sanitaires de poissons et de produits de la pêche, les attestations suivantes devraient être utilisées :

- 1) **Les produits décrits ci-dessus proviennent d'un (ou d') établissement(s) agréé(s) qui a été approuvé ou qui a été autrement reconnu comme étant en règle avec l'autorité compétente dans le pays exportateur, et**
- 2) **ont été manipulés, préparés ou transformés, identifiés, stockés et transportés dans le cadre d'un programme HACCP et sanitaire compétent systématiquement mis en œuvre et en conformité avec les exigences énoncées dans les codes d'usages pertinents du Codex.**

**EXTRAIT DU DÉBAT DE LA TRENTE-ET-UNIÈME RÉUNION DU CCFFFP SUR LES
MODÈLES DE CERTIFICATS
(REP11/FFP, PARAS 167-171)**

MODÈLES DE CERTIFICATS (Point 14 de l'ordre du jour)

167. Le Comité a rappelé que lors de sa dernière session, il avait étudié la demande formulée par la Commission à sa 32^{ème} session concernant la révision du Modèle de certificat pour les poissons et les produits de la pêche afin de veiller à sa compatibilité avec le Modèle générique de certificat récemment adopté¹⁸. Lors de cette session, le Comité avait pris acte de la nécessité de limiter le nombre de certificats utilisés dans le commerce international, et avait examiné une proposition visant à réviser le modèle générique de certificat de manière à y inclure les aspects spécifiques liés aux poissons et aux produits de la pêche, et à abandonner le modèle de certificat pour les poissons et les produits de la pêche. Il était convenu de publier une lettre circulaire afin de solliciter les observations sur cette question aux fins d'examen à la présente session.

¹⁸ Annexe aux *Directives pour la conception, l'établissement, la délivrance et l'utilisation des certificats officiels génériques* (CAC/GL 38-2001).

168. Le Comité est convenu de poursuivre cet objectif et de demander une révision du modèle générique de certificat, pour abandonner ensuite le Modèle de certificat pour les poissons et les produits de la pêche. Dans cette optique, il est convenu de demander au Comité sur les systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires (CCFICS) d'examiner les changements suivants proposés pour le Modèle générique de certificat afin de prendre en compte les exigences particulières applicables aux poissons et aux produits de la pêche :

- dans la note à la section 15 concernant les espèces, exiger l'identification du produit par ses noms vernaculaire et/ou scientifique, selon le cas ;
- réviser la section 16 sur les attestations tel que prévu par le Certificat pour les poissons et les produits de la pêche afin de faciliter les discussions entre les pays importateur et exportateur. Il a été rappelé que les attestations du Certificat pour les poissons et les produits de la pêche ne font pas référence au produit lui-même, mais au fait que le produit devrait provenir d'un établissement agréé par une autorité compétente et devrait être doté d'un HACCP et d'un programme sanitaire conforme aux exigences du Codex.

169. Le Comité a rejeté la proposition de demander le remplacement de « lieu de chargement » par « lieux de chargement » puisqu'il a été précisé que le certificat générique couvrait plusieurs produits. Il a également rejeté la proposition visant à distinguer dans les attestations les produits sauvages de ceux produits en aquaculture puisque cette différence n'est pas prise en compte dans le certificat pour les poissons et les produits de la pêche.

170. Le Comité a rappelé que le CCFICS avait éliminé le terme « sanitaire » du titre du certificat générique et il a pris acte d'une proposition visant à permettre aux pays d'utiliser l'expression « certificat sanitaire » déjà couramment utilisée par les pays exportateurs et importateurs pour préciser l'objet du certificat.

171. Le Comité est convenu de demander au CCFICS d'examiner les amendements tels que proposés (Annexe XII). Le Comité est convenu de ne pas envisager la révocation du Certificat pour les poissons et les produits de la pêche avant l'adoption des amendements du certificat générique.